

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

DU MESNIL-MARIGNY

**Des effets de l'absentéisme sur le pays d'élection et sur le pays abandonné**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 4 (1863), p. 85-87

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1863\\_\\_4\\_\\_85\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1863__4__85_0)

© Société de statistique de Paris, 1863, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## II.

### *Des effets de l'absentéisme sur le pays d'élection et sur le pays abandonné.*

Nombre d'économistes paraissent ne redouter l'absentéisme en aucune sorte. — On lisait dernièrement dans un recueil estimé : « En quoi l'absentéisme est-il nuisible ; l'homme est-il fait à l'image de l'huître ? est-il destiné à croître sur le lieu où il est né ?... Si Paris, qu'on accuse de tout absorber, n'existait pas, le travail ne s'arrêterait-il pas dans une foule d'industries ; les producteurs de quantité de pays ne souffriraient-ils pas de la réduction de ce marché ? »

J. B. Say, bien que moins absolu, prétend toutefois qu'une contrée visitée par d'opulents touristes n'en retire qu'un mince bénéfice, attendu que le profit prélevé sur chacun d'eux ne s'élève guère, d'après lui, qu'aux six centièmes de leurs dépenses. — Ces diverses opinions nous semblent ne pouvoir résister à un examen sérieux.

Lorsqu'une quantité de personnes riches viennent, chaque année, dépenser leurs revenus dans une contrée, ne savons-nous pas que les maisons et les terrains y décuplent, y vingtplent de valeur, bien que les six centièmes des sommes dépensées soient très-inférieures à une pareille plus-value ? — Est-ce que Biarritz, Trouville, Vichy et autres lieux de réunion du monde élégant, où les capitaux se sont tant accrus, depuis si peu de temps, ne démontrent pas, de la manière la plus formelle, ce que nous venons d'avancer ? — Mais, pour sortir des généralités, nous allons déterminer le capital qu'acquiert la France, lorsqu'elle héberge sur son territoire un étranger qui y dépense un revenu de 50,000 fr. pendant une longue suite d'années.

Jusqu'ici, pour apprécier les avantages que procurait un voyageur, on ne s'occupait que des bénéfices faits par les personnes qui traitaient directement avec lui, tandis qu'il est essentiel de tenir compte d'une foule de bénéfices indirects. La location d'une maison à ce voyageur, en même temps qu'elle est profitable au propriétaire de cet immeuble, ne contribue-t-elle pas à entretenir l'existence d'une quantité d'individus indigènes : maçons, peintres, couvreurs, menuisiers, etc. ?

Le diner que consomme un touriste dans un hôtel, tout en accroissant les recettes du maître de cet hôtel, ne contribue-t-il pas à faire vivre une foule d'autres personnes, telles que : cuisiniers, maraîchers, laboureurs, etc.

Certes, il serait très-difficile d'apprécier un à un les profits d'une contrée, relativement à chaque service direct ou indirect qu'elle rend à un voyageur, afin d'obtenir la somme de tous ces gains partiels, mais on peut y parvenir en opérant sur leur totalité.

Faisons observer d'abord que le capital d'une nation s'accroissant à mesure que sa population aisée devient plus dense, on peut le considérer, dans d'étroites limites, comme se développant proportionnellement à cette population. De plus, nous ad-

mettrons, d'après des statistiques assez généralement acceptées, que la France, avec trente-six millions d'âmes et un capital de 155 milliards, crée, chaque année, un produit brut matériel et immatériel de 25 milliards<sup>1</sup>. Il résulte de là que moyennement chacun de ses habitants possède un capital de 4,300 fr. et consomme annuellement des marchandises pour une valeur de 700 fr.

En partant de ces bases, un étranger vient-il à dépenser constamment en France un revenu de 50,000 fr. ? Il force, par cela seul, d'une part, la population à s'augmenter, pour ainsi dire, de 71 satellites, car nous avons vu que, en moyenne, chaque habitant réclamait annuellement 700 fr. pour sa dépense, et d'une autre part il donne au capital français un accroissement de 300,000 fr., produit de la multiplication de 4,300 par 71. Ce chiffre énorme de 300,000 fr. démontre de la manière la plus évidente combien l'absentéisme est favorable au pays d'élection.

Reste à déterminer la perte que l'absentéisme fait subir au pays délaissé. Or, cette perte se calculerait en se servant de la même méthode. A défaut de nombres statistiques sur lesquels il serait possible de se baser, on pourrait admettre, en effet, sans s'exposer à de grandes erreurs, que ce qui est gagné par le pays d'élection est perdu par celui que l'on abandonne, attendu qu'il n'y a, pour ainsi dire, qu'un simple transport de richesses du pays que l'on quitte, dans celui où l'on vient fixer sa résidence.

Si la France, en raison de ses séductions, attire d'habitude, chaque année, sur son territoire, 50,000 visiteurs, et qu'individuellement ils y consomment un revenu de 10,000 fr., leur dépense totale annuelle doit s'élever à 500 millions. — Or, d'après ce qui vient d'être établi, le capital français s'accroîtra de 3 milliards, et notre population aisée de 700,000 âmes.

Ces calculs nous paraissent avoir une certaine importance, et, s'ils sont justes, ils militent singulièrement en faveur des quelques centaines de millions qui ont servi dernièrement à ouvrir de magnifiques voies de communication dans Paris et à doter cette cité de théâtres et d'embellissements de toute sorte.

Nombre de pays ont souffert de l'absentéisme. On sait jusqu'à quel degré les Irlandais en ont été victimes. Son effet a été particulièrement désastreux aux grandes Indes. Naguère elles étaient opprimées par d'affreux petits princes mahométans, qui multipliaient, sans droit comme sans mesure, les taxes et les avanies. Mais ces princes habitaient le pays, et leur petite cour y dépensait le produit des exactions qu'ils commettaient. Par suite les cultures étaient en assez bon état et les manufactures nombreuses. On citait même en tous lieux, comme très-perfectionnées, les fabriques de coton, de soieries, d'armes de luxe, etc. Avec l'administration anglaise, assurément plus régulière et en apparence moins tyrannique, a surgi le fléau de l'absentéisme, car personne n'ignore que c'est pour en jouir dans la mère patrie, que l'on vient amasser une fortune aux Indes. Eh bien ! depuis cette époque, les Indes orientales ont perdu 50 millions d'âmes. On n'y voit, sur de vastes espaces, que campagnes désolées et maisons en ruines<sup>2</sup>. L'état de souffrance des habitants est tel qu'ils se portent aux dernières extrémités pour se débarrasser

1. Dans le produit brut immatériel, nous faisons entrer les services rendus 1° par les notaires, les avoués, les médecins; 2° par les fonctionnaires publics; 3° par les artistes; 4° par les domestiques; 5° par l'usage des maisons, etc.

2. *De l'Inde moderne*, par Campbell.

des étreintes d'un gouvernement qui, en définitive, abrite, sous des dehors d'équité, les mesures de spoliation<sup>1</sup> les plus ruineuses.

Les Romains s'étonnaient beaucoup de ce qu'ils ne pouvaient lever sur les nations conquises qu'une faible partie des impôts qu'elles payaient précédemment à leurs princes. L'explication de ce phénomène économique devient maintenant des plus faciles. Un tribut payé annuellement par un peuple à l'étranger, porte tous les caractères de l'absentéisme, et, s'il est élevé, c'est un fléau permanent qui ruine ce peuple. Il en est autrement de l'impôt perçu, dans une certaine mesure, par un prince sur ses sujets, parce que le produit de cet impôt, se reversant en quelque sorte sur eux-mêmes et dans les industries de toutes espèces, ne fait quelquefois que changer le mode de distribution de la richesse nationale, et souvent il donne à cette richesse une nouvelle impulsion.

DU MESNIL-MARIGNY.

---

1. L'absentéisme n'est pas la cause unique, mais la cause principale de la misère des Grandes-Indes.